

**16 Provinces**

**Ogooué-Ivindo/Département de l'Ivindo/Makokou/Reprise des activités au tribunal Haro sur les agents des Forces de sécurité et de défense indéclicats**

**Vianney MADZOU**  
Makokou/Gabon

LORS de l'audience marquant la reprise des activités au tribunal de première instance de Makokou, le 17 novembre dernier, le président et la procureure de la République dudit tribunal ont eu des mots durs à l'endroit des officiers de police judiciaire (OPJ) et autres agents des Forces de sécurité et de défense, qui enfreignent la loi. Évoquant la recrudescence de certaines infractions comme le vol, le trafic des stupéfiants et celui des pointes d'ivoire, le président Mengue M'Owono a déploré l'implication de certains agents de sécurité dans leur commission. Toute chose qui l'a amené à rappeler à ces agents indéclicats, la position du tribunal qui ne compte pas faire dans la complaisance. « Les agents mis en cause seront jugés, comme nous l'avons toujours fait », a-t-il déclaré. Dans sa ligne de mire également, les agents de la Sécurité pénitentiaire, qui laissent les détenus se promener librement dans les rues de la ville de Makokou.



Photo : Vianney Madzou

**La procureure de la République, Ingrid Dany Kama, a menacé d'engager des poursuites...**

« Nous jugeons et condamnons, et vous êtes chargés de garder les délinquants jusqu'à l'expiration de leur peine d'emprisonnement dans l'enceinte carcérale. Il est anormal que l'on rencontre des détenus se baladant dans les taxis. Nous ne voulons plus vivre ce genre de situation », a-t-il lancé à l'endroit des matons. La procureure de la République de Makokou, en sa qualité de patronne des poursuites, n'a pas manqué

de recadrer ses collaborateurs. « Vous ne devez pas être une menace pour les populations que vous êtes censés protéger », a martelé Ingrid Dany Kama, non sans demander aux OPJ d'être « au service des populations pour les défendre ». Pour ceux d'entre eux jugés indéclicats, ils doivent se rendre à l'évidence que plus rien ne sera comme avant. « Désormais, même un agent des Forces de sécurité sera poursuivi s'il est dénoncé



Photo : Vianney Madzou

**...contre des agents de sécurité indéclicats.**

comme auteur des faits réprimés par la loi pénale. Il y en a qui se cachent derrière leur qualité d'OPJ, pensant qu'ils ne peuvent pas être poursuivis », a-t-elle averti, avant de demander à ses collaborateurs de "montrer l'exemple". Le fait qu'il existe des agents indéclicats ne doit pas non plus amener les populations à se faire justice elles-mêmes. Ingrid Dany Kama est ainsi revenue sur les événements malheu-

reux survenus au mois de septembre dernier à Mekambo, où les populations ont saccagé la brigade de gendarmerie et incendié le domicile de fonction du commandant de ladite brigade, après que ce dernier eut fauché mortellement un jeune homme. Des comportements condamnés par la procureure qui appelle les populations à s'adresser à ses services dans ce genre de situation. Elle s'est, toutefois, félicitée

du fait que « les Ogivins et Ogivines ne sont pas ignorants de leurs droits », prenant pour preuve les nombreuses plaintes enregistrées dans les unités de police judiciaire ou au niveau de ses services. « Ayez donc toujours le courage de dénoncer tous ceux qui abusent de vos droits et enfreignent la loi », a-t-elle conseillé aux populations de l'Ogooué-Ivindo présentes dans la salle d'audience.

**Ogooué-Maritime/Département d'Etimboué/Vie des partis politiques**  
**Le PDS à la conquête d'Omboué**

**RAD**  
Port-Gentil/Gabon

En installant le bureau de la coordination communale d'Omboué et trois cellules, le membre du bureau national du Parti pour le développement et la solidarité sociale, Jean Moussavou Vivy, a donné une consigne claire : pas un pas sans un militant du PDS.



Photo : Julie Nguimbi

**Michel Sadibi : une nouvelle page s'écrit.**

LE Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) a poursuivi, samedi dernier, l'installation de ses organes base dans le département d'Etimboué. A la suite de la lagune Nkomi, cette fois c'est la commune d'Omboué qui a été visée. En effet, les bureaux de coordinations communales, ceux des femmes et des jeunes du PDS ainsi que trois cellules ont été investies dans la grande salle du Conseil départemental de la localité, archi comble. En présence de plusieurs cadres du parti. Les promus ont reçu la mission d'implanter le PDS sur toute l'étendue d'Omboué. La consigne de Jean Claude Moussavou Vivy était claire : pas un pas sans un militant du PDS. «

Nous avons l'ambition de développer Omboué avec vous », a confié le membre du bureau national, pour qui le parti a besoin des militants engagés, déterminés, fidèles...pour "prendre Omboué", c'est-à-dire, a-t-il expliqué, disposer d'un maire, d'un sénateur, d'un député, d'un président du Conseil départemental se réclamant tous de leur formation politique. Il est revenu sur la bataille que mène Me Séraphin Ndaot Rembogo, pour le bien-être des Gabonais, en phase avec la philosophie du parti : le développement et la solidarité sociale. L'orateur a réaffirmé l'ancrage du PDS dans l'opposition. Une opposition responsable qui applaudit lorsque le pouvoir prend

de bonnes décisions, critique lorsque ces mesures ne cadrent pas avec leur idéologie, tout en proposant des solutions. Michel Sadibi, s'exprimant au nom des jeunes, voit en ces installations une nouvelle page qui s'écrit au PDS et un jour nouveau qui se lève sur Omboué. « L'heure n'est plus à la division mais au rassemblement et à la mobilisation », a-t-il lancé, en appelant le tout Omboué à soutenir le combat de son parti. Les lendemains des élections présidentielles du 27 août 2016, de l'avis de Martin Makaya Louembet, le néo-coordonnateur communal, ont sérieusement ébranlé notre vivre-ensemble. D'où son appel au ressaisissement, à l'unité, au



Photo : Julie Nguimbi

**La coordinatrice principale des femmes du PDS, Pauline Simbi Pambault (g) installant la coordinatrice communale de l'UFPS.**



Photo : Julie Nguimbi

**Les militants du PDS sont appelés à quadriller le terrain.**

moment d'écrire la nouvelle page. « La paix et le dialogue nous permettent d'envisager l'avenir avec sérénité, et sont nécessaires pour la construction de notre commune. » Selon lui, le département dispose

d'un atout touristique indéniable, inexploité, à même d'assumer l'après-pétrole. Il a insisté pour dire que les attentes des populations sont nombreuses dans les domaines aussi divers que variés que sont la santé

"avec une structure médicale hors d'usage et obsolète", le coût élevé des factures de courant et d'eau, avec des montants "surréalistes", le chômage qui touche 80% des jeunes...